

REDÉFINIR LE DÉVELOPPEMENT AFRICAIN : LES QUATRE CHANTIERS DE SIDI OULD TAH, NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Yasmine Guemmaz et Vincent Plantevin pour Menara & Génération Émergents
20/06/2025

Le jeudi 29 mai 2025, Sidi Ould Tah a été élu président de la Banque africaine de développement (BAD) avec plus de 76,18 % des voix, au terme de trois tours de scrutin. Ancien ministre mauritanien de l'Économie et des Finances, puis des Affaires économiques et du Développement, il a dirigé avec efficacité la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pendant dix ans. Sous son mandat :

- les approbations annuelles ont été multipliées par douze ;
- les décaissements ont été multipliés par huit ;
- le capital de la BADEA a augmenté de 376 % ;
- la banque a obtenu une note AA+ par S&P Global (mai 2025), rejoignant ainsi les institutions de développement les plus fiables au monde.

Il l'a emporté face à quatre autres candidats: la Sud-Africaine **Swazi Tshabalala**, le Sénégalais **Amadou Hott**, le Tchadien **Mahamat Abbas Tollé** et le Zambien **Samuel Munzele Maimbo**. Le principal concurrent du nouvel élu était ce dernier, qui bénéficiait d'un fort soutien régional, notamment de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ce qui lui a permis de rassembler 20,26 % des voix au dernier tour, même si ce soutien a été en partie fragmenté par la candidature indépendante de l'Afrique du Sud.

Considéré comme un « transformateur », il se présente comme un trait d'union naturel entre l'Afrique et le monde arabe. Une partie de son élection repose sur cette position stratégique : originaire de Mauritanie, pays membre de la Ligue arabe, il offrait un profil plus favorable que ses concurrents zambien ou sénégalais pour renforcer les liens avec les pays du Golfe. Dans un contexte de retrait annoncé des États-Unis, qui contribuaient à hauteur d'un demi-milliard de dollars par an au capital et aux ressources financières de la BAD, cette orientation diplomatique et financière a été déterminante.

La BADEA, qu'il a dirigée, est justement financée par les États membres de la Ligue arabe, ce qui renforce sa légitimité à jouer un rôle de passerelle avec ces bailleurs potentiels. Son profil répond à un besoin politique clair : garantir et augmenter considérablement les sources de financement de la BAD, en élargissant le cercle des contributeurs au-delà des partenaires traditionnels.

Sidi Ould Tah hérite d'une stratégie décennale (2024-2033) déjà définie par son prédécesseur, les « High 5 » : nourrir, éclairer, intégrer et industrialiser l'Afrique, tout en améliorant la qualité de vie des populations. Il entend y imprimer sa marque en prônant une BAD « axée sur les résultats » et plus agile, s'appuyant sur des outils innovants tels que l'intelligence artificielle et de nouveaux instruments de garantie pour optimiser l'impact des financements et mieux évaluer les risques.



Qu'est-ce que la Banque africaine de développement ?

Créée en 1964, la Banque africaine de développement est une institution multilatérale régionale conçue pour améliorer les conditions de vie sur le continent. Son rôle est d'œuvrer pour une meilleure intégration régionale, en permettant une promotion et une meilleure allocation des ressources financières sur le continent, pour faire reculer la pauvreté sur le continent et permettre un développement durable.

Avec son siège social à Abidjan (Côte d'Ivoire), le Groupe de la Banque se divise en trois guichets:

- **La Banque Africaine de Développement (BAD)** ; qui emprunte à taux faibles sur les marchés internationaux pour offrir des financements non concessionnels aux pays souverains. Elle constitue le guichet le plus important du groupe, comptant pour 83.8% de ses revenus de 2024.
- **Le Fonds africain de développement (FAD)**, une branche destinée aux prêts concessionnels¹. Elle constitue l'un des principaux leviers de l'action de la BAD en faveur des pays fragiles. Ce guichet représente environ 15% des revenus du groupe en 2024.
- **Le Nigeria Trust Fund, (Fonds spécial du Nigéria – FSN)**, dont les fonds proviennent du Nigéria et qui sert à cofinancer des opérations avec la BAD et la FAD. Les ressources du FSN sont allouées par projet et non par pays, contrairement à la FAD.

La BAD cherche à se positionner en tant qu'institution pionnière en termes de financements innovants, en se finançant à travers une émission de capital hybride (*voir Box Page 5*), ou en proposant des instruments innovants tels que les obligations vertes, et des garanties de portefeuille. L'institution a porté quelques projets marquants durant les dernières années, tels que la Mission 300 visant à fournir un accès à l'électricité à 300 millions d'Africains d'ici 2030, ou encore le financement du barrage de Kandadji au Niger.

La dernière présidence de la BAD, portée le Nigérian Akinwmi Adesina entre 2015 et 2025, a permis plusieurs avancées. Le capital de la banque a atteint un record de 318 milliards de dollar, contre 93 milliards de dollars en 2015, et les investissements ont été tournés principalement vers des projets agricoles, avec l'instauration du Sommet de Dakar, et vers la souveraineté technologique du continent, notamment à travers le programme TAAT

¹ Prêt concessionnel: prêt accordé à des conditions plus favorables que celles du marché, comportant généralement un taux d'intérêt réduit, un long délai de remboursement et/ou une période de grâce. Il est souvent destiné aux pays en développement dans un objectif d'aide publique au développement.

(Technologies pour la transformation agricole de l'Afrique), qui a notamment permis d'instaurer l'indépendance agricole en Éthiopie.

Pourtant, les résultats concernant les « High 5 » cités précédemment sont inégaux. L'industrialisation du continent, grande priorité stratégique, n'a pas abouti comme souhaité (voir 4. Accélérer l'industrialisation du continent en valorisant ses ressources naturelles), et les financements de la BAD sont restés inégalement répartis sur la région, avec 27% des approbations du groupe allant vers l'Afrique austral, 24% vers l'Afrique de l'Est, 22% vers l'Afrique de l'Ouest, et seulement 14% vers l'Afrique du Nord et 11% vers l'Afrique centrale.

Avec le désengagement des États-Unis sous l'administration Trump, qui a annoncé vouloir supprimer la contribution américaine du Fonds africain de développement (FAD), l'enjeu majeur de la nouvelle présidence est de mobiliser des capitaux suffisants pour financer les priorités stratégiques de la Banque.

Les défis sont donc nombreux pour la présidence de Sidi Ould Tah. Les priorités annoncées de son mandat devraient permettre d'accroître l'indépendance de l'institution et de renforcer ses financements pour accélérer le développement du continent. Les quatre leviers principaux sont : la mobilisation continue de capitaux, l'utilisation du capital démographique africain pour le développement, le renforcement de l'indépendance financière et économique du continent et la promotion d'une industrialisation durable et résiliente.

1. Mobiliser les capitaux à grande échelle

Sidi Ould Tah cherche à résoudre le manque criant de financements qui freine le développement de l'Afrique, notamment pour les infrastructures, l'industrialisation, l'emploi des jeunes, la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique. Ce besoin de capitaux s'accentue dans un contexte de baisse de l'aide internationale, de crise de la dette et de dispersion des ressources, alors même que les engagements annuels de la BAD atteignent actuellement environ 10 milliards de dollars, un niveau insuffisant face à l'ampleur des défis.

La mobilisation des capitaux à grande échelle consiste à attirer massivement des ressources financières, notamment privées et souveraines, pour répondre aux besoins de développement de l'Afrique. Il s'agit de multiplier les sources de financement, en s'appuyant sur des

partenariats innovants et une meilleure coordination entre institutions, afin d'atteindre une capacité d'investissement beaucoup plus élevée

Pour mobiliser des capitaux à grande échelle et faire passer les engagements annuels de la BAD de 10 à 100 milliards de dollars, Sidi Ould Tah mise sur une stratégie en plusieurs volets :

- **Attirer des fonds privés et institutionnels**, en ciblant notamment les fonds souverains du Golfe, mais aussi les fonds de pension africains, les compagnies d'assurance, et la diaspora africaine.
- **Renforcer le rôle de la BAD comme garant et catalyseur²**, en apportant davantage de sécurité aux investisseurs, afin de réduire la perception de risque et faciliter les flux de capitaux.
- **Réformer l'architecture financière africaine**, en harmonisant les interventions de la BAD avec celles d'autres institutions régionales pour éviter les redondances et maximiser l'effet de levier (*voir 3. Renforcer la souveraineté économique et financière africaine*).

La stratégie de Sidi Ould Tah visant à attirer des fonds privés et institutionnels se heurte à plusieurs obstacles majeurs :

- **Miser sur les pays du Golfe reste risqué**: leurs ressources ne sont pas illimitées et leurs investissements privilégient souvent les secteurs à rendement immédiat, ce qui limite leur engagement sur des projets de développement à long terme.
- **La perception persistante d'un risque élevé en Afrique**, alimentée par des stéréotypes et l'instabilité politique dans certains pays, freine l'arrivée de capitaux étrangers.
- **La faiblesse et la fragmentation des marchés financiers africains** (petits, peu développés, dispersés entre de nombreux pays, manquant de profondeur et de diversité de produits) rendent difficile la création de produits d'investissement attractifs et limitent la capacité de la BAD à jouer pleinement son rôle de garant et catalyseur auprès des investisseurs internationaux.

Pour répondre à ces risques majeurs, plusieurs pistes innovantes, que nous soumettons avec humilité, peuvent être envisagées :

La BAD gagnerait à renforcer ses liens avec l'Inde, déjà bien implantée en Afrique de l'Est, en Afrique du Sud et au Maghreb, et dont l'intérêt pour l'Afrique de l'Ouest ne cesse de croître dans le contexte de la

² Cela implique que la BAD s'engage à couvrir une partie des risques (politiques, financiers, contractuels), ce qui réduit la probabilité de pertes pour les investisseurs et rend les projets africains plus attractifs.

rivalité géopolitique avec la Chine. Miser sur des financements indiens, en valorisant la solidarité Sud-Sud et la lutte contre l'hégémonie occidentale, offrirait une alternative stratégique. Par ailleurs, la philanthropie internationale, notamment la Fondation Bill & Melinda Gates, dont le fondateur a récemment exprimé sa volonté de consacrer l'essentiel de sa fortune à l'Afrique, pourrait devenir un partenaire clé à condition d'orienter ces ressources vers des projets co-construits à fort impact, en synergie avec les priorités africaines.

Pour déconstruire la perception répandue du risque en Afrique, il serait judicieux de capitaliser sur les résultats d'une étude récente commandée par l'ancien président de la BAD, Akinwumi Adesina, auprès de Moody's Analytics. Cette étude révèle que le profil de risque de l'Afrique est particulièrement faible, avec un taux de perte de seulement 1,7%, contre 13% en Amérique latine et environ 10% en Europe de l'Est. S'appuyer sur ces données pour lancer des campagnes de communication ambitieuses, ciblant à la fois la diaspora africaine et les investisseurs internationaux, permettrait de transformer l'image du continent. En menant de vastes actions de plaidoyer et de relations publiques, l'Afrique pourrait ainsi se positionner non plus comme une zone à risque, mais comme une terre d'opportunités et d'investissement attractif.

Il conviendrait également de souligner dans ces campagnes que la BAD bénéficie de la meilleure notation financière possible (AAA) auprès des principales agences de notation internationales, ce qui garantit la solidité et la sécurité des investissements réalisés via la Banque. Investir à travers la BAD permet ainsi de mutualiser et de considérablement réduire le risque par rapport à un investissement direct dans un pays cible, les capitaux étant quasi garantis par la solidité de l'institution.

LES OBLIGATIONS HYBRIDES SUBORDONNÉES PERPÉTUELLES : UNE SOURCE DE MOBILISATION DE CAPITAL INNOVANTE

C'est un instrument financier à mi-chemin entre un prêt et des fonds propres, qui permet de renforcer la capacité de prêt de la banque sans recourir à une augmentation de capital classique.

Cette stratégie a été mise en œuvre pour la première fois par la BAD en janvier 2024, avec une émission d'une obligation hybride durable de 750 millions de dollars, pour laquelle la demande a atteint un niveau record de 6 milliards, preuve de la confiance des marchés. S&P Global Ratings a attribué la note «AA-» à cette émission, la plus élevée jamais accordée pour ce type d'opération financière.

Cette opération constitue un levier prometteur que la BAD gagnerait à développer davantage dans les années à venir.

2. Transformer le dividende démographique en puissance économique

La problématique soulevée par Sidi Ould Tah est liée au boom démographique africain. Avec une jeunesse représentant près de 70% de la population, l'Afrique risque une crise sociale majeure si elle ne parvient pas à créer massivement des emplois et à intégrer cette force dans l'économie formelle. Pour **Tah**, ne pas transformer ce potentiel en moteur économique met en péril la stabilité et le développement du continent

Le nouveau président de la BAD ambitionne de transformer le potentiel démographique africain en véritable levier de développement. Son objectif est de faire de la jeunesse, aujourd'hui majoritaire et appelée à croître, un moteur de croissance et d'innovation, capable de porter l'Afrique vers une prospérité partagée et durable, plutôt que de laisser ce dynamisme se transformer en source de vulnérabilité sociale.

Pour concrétiser sa vision, Sidi Ould Tah prévoit de créer une agence africaine de garantie, s'appuyant sur l'intelligence artificielle pour faciliter l'accès au crédit des TPE-PME. Il souhaite également renforcer la formation professionnelle adaptée aux besoins du marché, investir dans les infrastructures clés (énergie, transport, digital) et encourager l'entrepreneuriat, notamment chez les jeunes et les femmes. Enfin, il mise sur une meilleure coordination entre les institutions financières africaines pour maximiser l'impact des ressources et favoriser une croissance inclusive et durable.

Cependant, la concrétisation de ces ambitions se heurte à plusieurs obstacles majeurs :

- **L'accès au crédit reste limité** par la frilosité des banques et le risque de non-remboursement, malgré les dispositifs de garantie envisagés.
- **La formation professionnelle souffre souvent d'un décalage** avec les besoins réels du marché, freinant l'employabilité des jeunes.
- **Les investissements dans les infrastructures sont ralentis** par le manque de financements stables et la complexité des projets.
- **L'environnement réglementaire et l'accès aux ressources compliquent l'essor de l'entrepreneuriat.**
- **La fragmentation et le manque de coordination entre institutions financières africaines** réduisent l'efficacité des actions, rendant la mobilisation des ressources et l'impact des réformes plus difficiles

Pour surmonter les limites actuelles d'accès au crédit bancaire, notamment pour les jeunes porteurs de projets, nous proposons que la BAD s'inspire de l'approche rigoureuse développée par [Esther Duflo et Abhijit Banerjee](#), mise en œuvre dans le cadre du Fonds d'Innovation pour le Développement (FID) : celle des transferts directs inconditionnels à petite échelle, combinés à un suivi rigoureux et à une logique de passage à l'échelle basée sur les résultats.

Concrètement, une fraction ciblée des ressources de la BAD pourrait être allouée à un fonds de micro-capital d'amorçage, destiné à financer des projets entrepreneuriaux ou d'innovation sociale portés par des jeunes ou des femmes, souvent exclus des circuits classiques de financement. Ces transferts directs (de quelques milliers d'euros maximum) seraient :

- Non remboursables à ce stade ;
- Conditionnés à la validation d'un projet réaliste et localement pertinent ;
- Systématiquement évalués en partenariat avec des universités ou centres de recherche africains.

Les projets les plus prometteurs, évalués sur la base de critères objectifs (création d'emplois, impact social, rentabilité potentielle), **pourraient alors accéder à un second palier de financement plus structuré** (prêt, garantie, co-financement), en lien avec les guichets classiques de la BAD ou des institutions partenaires. Ce programme permettrait à la BAD de :

- Tester rapidement des centaines de micro-initiatives sur tout le continent ;
- Lever la barrière de l'accès initial au capital ;
- Favoriser l'innovation locale et l'inclusivité dans le développement ;
- Tout en réduisant les risques bancaires via un filtrage naturel par l'expérimentation terrain.

3. Renforcer la souveraineté économique et financière africaine

[Sidi Ould Tah](#) est notamment connu pour avoir métamorphosé la BADEA en un acteur stratégique du financement des économies africaines. Son programme repose sur le renforcement des institutions financières régionales, pour affirmer l'indépendance financière sur les marchés mondiaux.

Cette orientation répond à une dépendance structurelle persistante. Aujourd’hui, près de 45 % de la dette publique africaine est détenue par des créanciers extérieurs, et le service de la dette extérieure a atteint 163 milliards de dollars en 2024, limitant la capacité des États à investir dans les priorités sociales et économiques. De plus, plus de 20 pays africains sont classés en catégorie spéculative³ par les agences de notation, ce qui renchérit l'accès aux capitaux sur les marchés internationaux. L'Afrique est ainsi contrainte d'emprunter à des taux élevés ou de recourir à une aide conditionnée.

Les marchés obligataires nationaux restent sous-développés, représentant moins de 30 % du PIB en moyenne, contre plus de 100 % dans les économies avancées. La faible mobilisation des ressources internes agrave la situation : les recettes fiscales africaines n'atteignent que 17 % du PIB, soit moitié moins que la moyenne des pays de l'OCDE.

Les principaux leviers d'action identifiés sous la dernière présidence sont les suivants :

- Mobiliser l'épargne domestique par le développement de marchés financiers inclusifs ;
- Créer des mécanismes régionaux de stabilisation et de financement, moins dépendants des acteurs extérieurs ;
- Accroître la coordination régionale, en harmonisant les politiques monétaires et financières.

Afin de renforcer le développement économique et l'intégration régionale en Afrique, plusieurs axes prioritaires doivent être envisagés pour optimiser les mécanismes financiers et institutionnels existants:

- Renforcer la bancarisation pour améliorer l'inclusion financière et faciliter l'accès au crédit pour les populations et les entreprises africaines.
- Améliorer la coordination entre les banques multilatérales de développement (MDB) régionales (BEI, Banque islamique de développement, Groupe Banque mondiale), en cofinançant des projets majeurs et en échangeant des connaissances et des expertises sur des thématiques stratégiques (numérisation, climat, etc).
- Promouvoir une coopération monétaire régionale pour renforcer la stabilité économique et faciliter les échanges intra-régionaux.

³ Titres ou pays à risque élevé selon les agences de notation, indique un risque accru de défaut ou de perte.

- Exploiter pleinement le potentiel de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) pour stimuler le commerce intra-africain et accélérer l'industrialisation du continent.
- Mobiliser le secteur privé pour développer des mécanismes conjoints qui facilitent la mobilisation de capitaux privés vers des projets de développement, en renforçant l'effet levier⁴ des financements publics.

4. Accélérer l'industrialisation du continent en valorisant ses ressources naturelles

L'industrialisation, priorité dans les « High 5 » de la BAD, a fait l'objet d'une stratégie décennale 2016-2025. Cette stratégie reposait sur l'attraction de capitaux et de financements en développant des marchés de capitaux liquides et efficaces, pour les tourner vers des investissements industriels à travers des partenariats stratégiques et des groupements industriels à travers le continent.

Dans un continent ayant pourtant une population jeune, d'importantes ressources naturelles et un grand réservoir de main-d'œuvre, l'industrialisation progresse lentement et inégalement. L'Indice d'Industrialisation en Afrique (IIA), développé par la BAD, mesure le développement industriel de 52 des 54 pays africains sur la période 2010-2021.

Le rapport de l'IIA de 2022 met en lumière ces progrès limités et inégaux de l'industrialisation : la part de la production manufacturière africaine est tombée à moins de 2% du niveau mondial. L'industrialisation reste inégalement répartie à travers le continent : le quintile supérieur de l'indice est dominé sur l'ensemble de la décennie par l'Afrique du Sud, suivie de pays du Maghreb (Maroc, Tunisie, Égypte), de quelques économies d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Sénégal) et de petits pays manufacturiers comme Maurice et Eswatini.

Le rapport conclut sur la nécessité d'adopter une politique industrielle plus proactive et plus efficace en tant qu'initiative phare de la stratégie « Industrialiser l'Afrique ».

L'enjeu pour le mandat de Sidi Ould Tah est d'accélérer et de renforcer les projets industriels de grande ampleur qui ont lieu sur le continent. Parmi les projets phares figure le corridor de Lobito, destiné à relier la Zambie et la RDC au port angolais. Actuellement en phase avancée de mobilisation

⁴ Effet levier: mécanisme financier qui consiste à utiliser l'endettement pour financer des investissements pour augmenter la rentabilité des capitaux propres.

financière, ce projet vise à favoriser la transformation locale du cuivre et du cobalt, à diversifier les exportations industrielles et à stimuler l'émergence de filières de fabrication régionales.

Parallèlement, le Maroc déploie un plan massif d'hydrogène vert, avec plus de 32 milliards de dollars d'investissements dans six projets intégrés combinant production d'énergie solaire et éolienne, électrolyseurs pour hydrogène, ammoniac et acier, sur d'immenses espaces dédiés pouvant atteindre 30 000 hectares par site.

De plus, Tah insiste sur la nécessité pour le continent africain de prendre le pas de ce qu'il nomme « la quatrième révolution industrielle », à savoir l'intelligence artificielle et la technologie de la blockchain.

Les points de leviers principaux que peut activer la BAD pour assurer une l'industrialisation inclusive sur le continent sont:

- Favoriser les investissements dans les infrastructures industrielles, en ciblant notamment les infrastructures électriques et numériques.
- Promouvoir une politique industrielle régionale coordonnée, en soutenant la mise en œuvre de la ZLECAF, et en finançant des infrastructures régionales pour relier les bassins industriels.
- Stimuler le financement des PME industrielles, en offrant une garantie sur les prêts à l'investissement et en développant des instruments de financement innovants.

Conclusion

La Banque africaine de développement se trouve aujourd’hui à un tournant décisif. Son rôle sera déterminant pour accompagner la transformation du continent, en mobilisant des financements publics et privés massifs au service des secteurs d’avenir et en soutenant des politiques publiques ambitieuses et coordonnées.

Face à l’urgence climatique, illustrée tragiquement par les récentes inondations meurtrières au Nigeria, les défis pour l’Afrique sont multiples : elle doit agir avec force et anticipation pour garantir la sécurité, le bien-être et la prospérité de ses populations.

La montée en puissance de la BAD et la réussite des grands chantiers de développement dépendent de la capacité du continent à renforcer sa solidarité et à restaurer la confiance entre citoyens et institutions. Cela suppose de moderniser les administrations, de simplifier les procédures et de mettre un terme aux priviléges qui freinent l’élan collectif.

La réussite de la ZLECAF, en fédérant les économies africaines autour d’un projet commun, sera la preuve que l’Afrique peut compter sur ses propres forces et bâtir une alliance durable entre ses acteurs. C’est à cette condition que la BAD pourra pleinement jouer son rôle de catalyseur et d’architecte d’un développement inclusif, résilient et souverain pour le continent.

Le mandat porté par Sidi Ould Tah doit alors répondre à des défis majeurs dans la nouvelle donne de l’économie mondiale. Il s’agit de renforcer et multiplier les partenariats stratégiques alors que le protectionnisme menace la collaboration multilatérale internationale. La BAD, acteur majeur du développement en Afrique, doit répondre à ces enjeux en renforçant sa légitimité, et en collaborant avec les autres institutions et banques de développement existantes en Afrique (BIDC, BOAD, TDB etc.) pour assurer un acheminement efficace des ressources financières. Pour ce faire, il est nécessaire de maintenir une transparence et une gouvernance fiable pour assurer à la fois la notation de la BAD auprès des agences de notation, et la confiance de ses partenaires.